



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIOI

Semaine du 10 avril 2023

❖ Régional

WEO 2023 : Situation macroéconomique fragile malgré une prévision d'une croissance relativement stable

Parmi les grandes tendances observées en Afrique subsaharienne, le rapport souligne (i) une dégradation des perspectives de croissance, imputable notamment à une succession inédite de chocs sur les trois dernières années (pandémie, guerre en Ukraine, resserrement monétaire), (ii) une forte pénurie de financement (contraction de l'APD, difficultés d'émissions sur les marchés, baisse des financements chinois) ainsi (iii) qu'une dégradation de la soutenabilité de l'endettement public et des équilibres budgétaires qui devrait avoir une incidence importante sur les dépenses de développement. Dans ce contexte économique morose, le rapport souligne le rôle anticyclique crucial des institutions financières internationales. En termes de prévisions, les services du fond anticipent (i) une croissance du PIB réel relativement stable pour les principales économies d'AEIOI en 2023 (5,3 % pour le Kenya, 5,2 % pour la Tanzanie, 6,1 % pour l'Éthiopie, 6,2 % pour le Rwanda) et (ii) une inflation élevée qui devrait atteindre son pic en 2023 (7,8 % pour le Kenya, 4,9 % pour la Tanzanie, 31,4 %

pour l'Éthiopie, 8,2 % pour le Rwanda) avant de se calmer en 2024 (5,6 % pour le Kenya, 4,3 % pour la Tanzanie, 23,5 % pour l'Éthiopie, 5,0 % pour le Rwanda).

❖ Burundi

Accord entre le FMI et les autorités burundaise pour un programme FEC

Les services du FMI et les autorités burundaises sont parvenus à un accord sur les politiques économiques et les réformes qui seront soutenues par un nouveau programme de 40 mois au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant d'environ 261,7 MUSD. Cet accord est soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI.

Le programme de réforme du Burundi vise à soutenir la reprise économique après les chocs, à rétablir la viabilité extérieure et à renforcer la viabilité de la dette, tout en créant une marge de manœuvre budgétaire. Il porte également des réformes pour renforcer la croissance et la gouvernance tout en étant attentif aux vulnérabilités du secteur financier.

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Approbation par la BAD d'une subvention de 49,92 MUSD pour l'énergie solaire et son système de stockage

La BAD a approuvé ce vendredi 7 avril l'octroi d'une subvention de 49,92 MUSD pour la construction d'une ferme de panneaux photovoltaïques près de Dekemhare en Érythrée. Cette ferme, connectée au réseau national, aura une capacité de production installée de 30 MW et sera dotée d'un système de stockage d'énergie par batterie de 15 MW/30 MWh. Elle devrait porter ainsi la capacité de production du réseau érythréen à 365 GWh par an et augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix électrique de l'Érythrée de manière significative (de 3 % à 23 % selon la BAD). L'objectif poursuivi par l'institution et le gouvernement érythréen est triple : i) réduire le déficit d'accès à l'électricité en augmentant la production, ii) diminuer le coût de l'électricité et iii) réduire les émissions de gaz à effet de serre conformément à son agenda climatique. La subvention comporte un deuxième volet d'assistance technique pour soutenir

l'*Eritrea Electricity Corporation* et le gouvernement dans les domaines liés aux systèmes photovoltaïques solaires et aux batteries. L'enjeu est de taille car le pays est fortement dépendant des importations d'hydrocarbures pour son mix énergétique.

Ethiopie

L'Éthiopie en défaut sur des contrats d'exportation de café en raison de la baisse des prix mondiaux

Depuis octobre 2022, les exportateurs de café éthiopiens ont fait défaut sur 394 contrats d'exportation pour un montant total de 133 MUSD en raison de la baisse importante des cours internationaux. En effet, par rapport à la même période l'année dernière le cours international du café a chuté de 32 %, le faisant passer sous le prix local éthiopien (qui lui a nettement augmenté suivant la hausse de la demande des intermédiaires locaux), poussant ainsi les exportateurs de la filière à rompre leurs contrats et à stocker le café (28 000 tonnes) en attendant une hausse du cours pour éviter de vendre à perte. Les autorités éthiopiennes expliquent cette baisse par le ralentissement général de l'économie mondiale mais sont optimistes quant à l'évolution dans les prochains mois. L'Autorité éthiopienne du café et du thé examine actuellement les possibilités pour les exportateurs de renégocier à la hausse les prix d'exportation avec les clients étrangers. L'enjeu est de taille pour l'économie du pays qui s'était fixée un objectif de 2 Mds USD de recettes sur l'année fiscale 2022/23 pour la filière café et qui voit cet objectif remis en cause par une conjoncture mondiale défavorable.

Une enveloppe supplémentaire de 250 MUSD de la Banque mondiale pour le réseau électrique éthiopien

La Banque mondiale a débloqué une nouvelle enveloppe de 250 MUSD pour le renforcement du réseau électrique éthiopien le 31 mars. Cette subvention vient s'ajouter au Programme pour résultats de 375 MUSD obtenue en 2018. Celle-ci prévoyait trois domaines de résultats : (i) accroître l'accès à l'électricité en réseau dans les zones couvertes par le réseau électrique ; (ii) améliorer l'accès à l'électricité hors réseau ; et (iii) renforcer les capacités du secteur et les réformes institutionnelles. L'objectif du gouvernement éthiopien est d'une part de parvenir d'ici à 2030 à un taux d'électrification de 95% (aujourd'hui de 45%) et d'autre part de renforcer les capacités du réseau pour permettre l'exportation du surplus d'électricité produite par le Grand Barrage de la Renaissance (GERD) aux autres pays de la région. Les exportations d'électricité vers Djibouti et le Soudan au cours de l'exercice 2021/22 ont représenté près de 95 MUSD (soit 2% du total).

Niveau historique des exportations d'électricité éthiopiennes vers le Kenya au mois de janvier 2023

L'Éthiopie a atteint un niveau historique dans les importations kényanes d'électricité au mois de janvier 2023 avec un total de 39,73 millions de kWh soit 58,01% du total importé selon la presse kényane. La demande kényane était particulièrement forte en raison d'une sécheresse qui a réduit la production locale d'hydroélectricité. Les deux pays avaient signé en fin d'année un accord sur l'achat d'électricité d'une durée

de 25 ans (provenant du GERD) visant pour le Kenya à stabiliser son approvisionnement en électricité à prix réduit (0,065 USD/kWh) et pour l'Éthiopie à augmenter ses recettes d'exportations conformément à sa stratégie concernant l'exportation des surplus de production du GERD vers les pays de la région.

Mission des Services du FMI à Addis-Abeba

Une mission des Services du FMI, dirigée par M. Alvaro Piris, s'est rendue à Addis-Abeba du 27 mars au 7 avril derniers afin d'engager les discussions avec les autorités sur leur demande pour un nouveau programme. Le chef de mission a salué le nouveau programme de réformes ambitieux du gouvernement éthiopien, le *Homegrown Economic Reform Agenda 2.0*. Les discussions se poursuivent cette semaine à Washington en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Kenya

Le chiffre d'affaires annuel du SGR augmente de 6,3%

Les revenus générés par le chemin de fer à écartement standard (SGR) reliant Nairobi à Mombasa ont augmenté de 6,3% pour atteindre 110 MUSD en 2022, grâce à l'augmentation du nombre de voyageurs – de 1,98 million l'année précédente à 2,39 millions. Les recettes provenant des services aux passagers se sont ainsi élevées à 10 MUSD, soit une croissance de 18% par rapport à 2021. Tandis que les recettes de fret sont passées à 95 MUSD, contre 91 MUSD en 2021. L'amélioration des bénéfices est intervenue suite à la directive

du président William Ruto prévoyant de confier les services de dédouanement des marchandises au port de Mombasa, qui avait fait craindre une baisse des performances du SGR au cours du T3 2022.

Le Gouvernement sur le point de clore les négociations pour un prêt syndiqué de 200 MUSD en devises

Une première tranche du prêt syndiqué de 200 MUSD (environ 26,78 Mds KES), sur une cible de 500 MUSD devrait être versée à l'Etat dans les prochains jours, après des mois de négociations avec les banques arrangeuses. Les quatre banques principales sont Citigroup, Rand Merchant Bank, Standard Bank et Standard Chartered Bank. La facilité se composerait d'une tranche de trois ans avec remboursement *in fine* (c'est-à-dire un paiement intégral du principal à maturité) et d'une tranche de cinq ans amortissables, chaque tranche pouvant être souscrite par les investisseurs en dollars ou en euros. La structuration du prêt en deux devises en Dollar et en Euro. Cela intervient dans un contexte de fortes tensions sur les réserves de devises, qui a mené le gouvernement kenyan à intensifier ses efforts pour faire face à la pénurie de dollars, notamment par le biais d'un accord d'importation de produits pétroliers de gouvernement à gouvernement d'une durée de six mois. Pour rappel, le shilling kényan s'est déprécié de 8,24 % pour atteindre 133,59 par rapport au dollar américain depuis le début de l'année 2023.

Le taux du prêt syndiqué serait fixé à *Secured Overnight Financing Rate (SOFR)* plus cinq points de pourcentage, soit un taux d'intérêt d'environ 10 %.

Madagascar

La Banque mondiale soutient la productivité et la résilience agricole pour 200 MUSD

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 30 mars un prêt de 200 MUSD en faveur du projet de soutien à la productivité et la résilience des sources de revenus des populations rurales à Madagascar. D'un montant total de 225 MUSD, le projet est dans l'attente d'une contribution financière de 25 MEUR de l'Agence française de développement (AFD) qui devrait prochainement être instruit. Il s'articule autour de quatre composantes : i) la promotion de la restauration et la gestion des bassins versants dans les zones ciblées par les communautés locales (23 MUSD) ii) l'intensification et la gestion durable des infrastructures et services d'irrigation (70 MUSD) iii) le renforcement de la résilience des sources de revenus et des chaînes de valeur (112 MUSD) et iv) le pilotage, le suivi et l'évaluation du projet (20 MUSD).

Maurice

La Banque africaine de développement appuie la compétitivité et la résilience économique à travers un prêt de 250 MUSD

Maurice va bénéficier d'un Programme d'appui à la compétitivité et à la résilience économique de la BAD, sous la forme d'un prêt de politique publique de 250 MUSD. Ce

financement vise à renforcer l'action de l'Etat et de ses opérateurs pour améliorer la compétitivité des entreprises dans plusieurs secteurs identifiés (agro-industrie, PME...) et créer une relance économique conforme aux enjeux environnementaux. Ce programme constitue l'une des premières réalisations de la Stratégie pays 2022-2027 de la BAD, qui prévoit des engagements forts pour l'accompagnement de Maurice dans la réforme de sa gouvernance économique. 2023.

🍷 Ouganda

Le secteur du tourisme ougandais sur la voie du redressement

Selon les chiffres du ministère du Tourisme, de la Faune sauvage et des Antiquités, l'Ouganda a accueilli 814 508 visiteurs internationaux en 2022, soit une augmentation de 59% par rapport à 2021. Ce chiffre demeure inférieur à la moyenne de la décennie 2010-2019 (1,3 M). Les parcs nationaux ont retrouvé leur niveau de fréquentation d'avant Covid-19, avec 368 000 visiteurs en 2022, contre 323 861 en 2019. Les revenus du tourisme ont atteint 12,2% du total des exportations en 2022 et 68,8% des dépenses des visiteurs en 2022 ont été faites pour les postes suivants : logement, nourriture, boissons, transport et shopping. Enfin, 87,8% des touristes internationaux sont venus d'Afrique. Le gouvernement a fait du tourisme une priorité de son plan national de développement 2020-2025 (NDP III). En 2019, le secteur touristique représentait 7% du Produit intérieur brut (PIB) ougandais, assurait 600 000 emplois et a généré 1,6 Md USD de recettes en devises. Pour soutenir le développement du secteur, le

gouvernement entend relever plusieurs défis : le développement des infrastructures, la promotion de l'image de marque, la diversification de l'offre, la clarification de la gouvernance et la montée en compétences de la main d'œuvre.

🍷 Rwanda

Pas de brève cette semaine

🍷 Seychelles

Signature d'un contrat d'achat d'électricité entre la société française Qair et les autorités pour la construction d'une centrale solaire flottante de 5,8 MW

Le 4 avril, le ministère seychellois de l'Agriculture, du Changement climatique et de l'Energie, la *Public Utilities Corporation* (PUC) et la société française Qair, spécialisée dans les énergies renouvelables ont signé un contrat d'achat d'électricité portant sur l'installation d'une centrale photovoltaïque flottante d'une capacité de 5,8 MW dans le lagon de Providence, sur la côte est de Mahé. La centrale, qui contribuera à l'objectif zéro émission du gouvernement, comptera environ 10 000 panneaux et ses travaux pourraient débuter au quatrième trimestre 2023. Qair financera la majeure partie du projet, qui bénéficierait également d'une contribution financière de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Fondation Clinton. Qair assurera l'exploitation de la centrale et la maintenance des panneaux solaires durant 25 ans. Le projet portera à 8% la part du

renouvelable dans le mix énergétique sur une cible de 15% au moins pour 2030.

❖ Somalie

Pas de brève cette semaine

❖ Soudan

Réunion de clôture du premier Fasep « Innovation verte » dans le domaine agricole.

En présence de l'Ambassadrice de France, du Gouverneur du périmètre irrigué de Gézira et d'autres représentants des organisations internationales et du secteur privé, la société FGM International a présenté, le 12 avril, les principaux résultats de ce projet financé sur fonds Fasep et qui a permis de mobiliser également une dizaine de PME françaises. Lancé en septembre 2021, ce projet pilote a été mis en œuvre à deux niveaux avec deux démonstrateurs organisationnels (couvrant une surface totale de 12 100 ha) et deux démonstrateurs technologiques (couvrant une surface totale de 1 800 ha). Environ 400 agriculteurs ont été impliqués.

❖ Soudan du Sud

Les professeurs d'université vont recevoir leurs salaires de février et mars

Le Président Kiir a, dans une directive du mardi 11 avril 2023, enjoint son ministre des

Finances de s'acquitter des retards de paiement des salaires de février et de mars ainsi que des frais de déplacement du personnel enseignant des universités publiques (Juba, Bahr el Ghazal, Dr. John Garang Memorial University of Science and Technology, Rumbek University et Upper Nile). La veille, le personnel des universités publiques avait menacé de se mettre en grève si ces paiements n'étaient pas effectués. La situation des professeurs demeure préoccupante, certains journaux faisant état de professeurs s'évanouissant en cours en raison de la faim. Cette difficulté s'ajoute à une situation humanitaire critique dans le pays : selon le rapport No. 23/108 du Fonds monétaire international (FMI) datant de mars 2023, 8,3 M de personnes, soit deux tiers de la population du pays, sont en situation d'insécurité alimentaire. Cette situation s'explique par les inondations répétées ces 4 dernières années, par les violences intercommunautaires dans certaines parties du pays et par l'augmentation du prix des denrées alimentaires et de l'essence causée par la guerre en Ukraine.

❖ Tanzanie

Vision du développement à l'horizon 2050 de la Tanzanie

Le 3 avril 2023, le Vice-président a officiellement lancé les préparatifs de la formulation de la Vision du développement 2050 de la Tanzanie qui devrait débuter en 2025 tandis que la Vision lancée en 1999 s'achèvera. La Vision 2050 définit les axes de développement à long-terme de la Tanzanie basés sur l'optimisation de ses ressources dans le but d'accélérer la productivité et le bien-être social de ses habitants. Le vice-

président a fait état d'une « croissance économique stable » du pays à l'horizon 2050 malgré les turbulences économiques locales et mondiales. Afin que la Tanzanie renforce son statut de « pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure », une importance particulière devra être accordée aux secteurs suivants au cours des deux prochaines décennies : agriculture, élevage, produits forestiers et pêche ; exploitation des ressources stratégiques (gaz naturel, charbon, fer, nickel, etc.) ; éducation et R&D ; tourisme. Parmi les autres questions clés analysées par Philip Mpango, sont également mentionnés : le renforcement de la paix, de la sécurité et de la bonne gouvernance ; la construction d'une communauté de bien-être ; une économie globale et compétitive. L'accent mis sur ces secteurs devrait permettre au pays de surmonter certains des défis rencontrés lors de la mise en œuvre de la Vision 2025 tels que la pauvreté, les inégalités et le changement climatique.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de

France à Kigali : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice,
Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international